

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Genève, le 16 janvier 2016

Dépistage du cancer de la prostate

Une étude des HUG se penche sur 20 ans de dépistage du cancer de la prostate et en souligne les risques

Une équipe de chercheurs des HUG publie la première étude nationale sur 20 ans de dépistage du cancer de la prostate en Suisse. Elle montre que le recours au dépistage a fortement augmenté durant cette période et qu'il est corrélé avec le milieu socio-économique, l'éducation et le type d'emploi. Les auteurs – Dr Idris Guessous et coll. - soulignent que les avantages du dépistage du cancer de la prostate ne sont pas confirmés dans tous les cas et qu'une information claire et complète des patients au sujet de ses enjeux s'impose. Selon eux, le niveau socio-économique, souvent considéré comme un facteur d'inégalité sociale face au dépistage du cancer, joue un rôle inverse dans le cas du cancer de la prostate. Plus qu'un facteur de protection, un status socio-économique élevé devient, dans ce cas, un facteur de risque.

Le cancer de la prostate est l'un des cancers les plus fréquents. En 2012, 1,1 million de cas ont été identifiés dans le monde et 307'000 décès lui ont été imputés directement. On considère qu'il représente 8% de l'ensemble des cancers et 15% de ceux de l'homme. La Suisse présente un des taux les plus élevés d'incidence du cancer de la prostate. Toutefois, notre pays ne dispose pas d'un programme de dépistage systématique. Malgré cela, à Genève, plus de 60% des médecins et urologues le recommandent systématiquement à leurs patients de 50 ans et plus, et ce malgré qu'il ne soit en général pas remboursé par les caisses-maladies.

Pour ou contre le dépistage par PSA ?

Afin de réduire la mortalité du cancer de la prostate, un dépistage périodique par dosage de l'antigène spécifique de la prostate (PSA) est disponible depuis le milieu des années 1990. Toutefois, depuis quelques années, cette pratique fait l'objet de discussions et de recommandations contradictoires.

La question se pose en effet de savoir si le bénéfice de la prévention, en termes de réduction de la mortalité, est toujours supérieur aux risques de sur-diagnostic et de sur-traitement. Aux Etats-Unis, en effet, l'introduction du dépistage par PSA a eu pour conséquence que plus d'un million d'hommes ont été traités pour le cancer de la prostate, l'essentiel d'entre eux pouvant être attribués à un sur-diagnostic.

Dans ce contexte, de nombreuses organisations, comme l'U.S. Preventive Services Task Force (USPSTF) et le Swiss Medical Board, en sont venues à décourager le test PSA chez les patients asymptomatiques. De plus, en 2014, la Société suisse de médecine interne générale (SGIM) a inscrit le dépistage par PSA parmi les cinq procédures à éviter. Quant à la Société suisse d'Urologie (SSU), elle a rédigé des recommandations nuancées tenant compte de la situation spécifique de chaque patient.

Première étude nationale sur 20 ans de dépistage du cancer de la prostate

L'étude du Dr Idris Guessous et coll. est la première étude à s'intéresser au niveau national à vingt ans de dépistage du cancer de la prostate. Elle prend appui sur des données du Swiss Health Survey publié par l'Office fédéral de la statistique et prend en compte 12'034 personnes d'âge moyen de 63.9 ans, en majorité suisses (87.6%), mariés (79.4%) et d'un niveau d'éducation secondaire (55.1%). Elle s'étale de 1992 à 2012.

L'étude fait apparaître une forte augmentation de la pratique du dépistage du cancer de la prostate en Suisse. En effet, en 1992, 55.2% de la cohorte avait été dépistée au moins une fois par PCA, tandis que cette proportion est passée à 70% en 2012. Cette hausse peut surprendre compte tenu du débat sur l'intérêt de ce dépistage. Elle peut être mise en rapport avec le taux de consultations auprès d'un médecin généraliste dans les 12 derniers mois, ce qui incite à penser que ces derniers sont les principaux prescripteurs du dépistage, et cela malgré le manque de preuves au sujet de son efficacité.

Les riches instruits sont plus à risque

L'étude souligne de fortes disparités socio-économiques, les personnes à revenus élevés et à niveau éducatif poussé, étant nettement plus souvent dépistées que les autres. Cette tendance est d'ailleurs conforme à celle que l'on observe dans les pays développés tels que l'Australie et les Etats-Unis.

Tandis que le niveau socio-économique apparaît souvent comme une inégalité sociale en ce qui concerne l'accès au dépistage du cancer, l'étude du Dr Guessous et coll. montre que dans le cas du cancer de la prostate, un niveau socio-économique élevé peut, au contraire, être considéré comme un facteur de risque. En effet, comme l'efficacité du dépistage de ce cancer par PSA n'est pas confirmée, voire même qu'il s'avère parfois dommageable, les catégories socio-économiques supérieures sont plus à risque d'en faire les frais.

L'information des patients : un enjeu crucial

Dans cette situation complexe, une information claire sur les enjeux du dépistage, ses risques et ses bénéfices s'avère essentielle. En effet, dans les cas où les avantages du dépistage ne sont pas clairement établis, c'est le patient qui devrait pouvoir décider en toute conscience s'il souhaite se faire dépister. Les recommandations de la Société suisse d'Urologie dressent d'ailleurs une liste de dix points de discussion à aborder avec les patients au sujet du PSA et du cancer de la prostate.

L'étude est intitulée « Prostate cancer screening in Switzerland : 20-year trends and socioeconomic disparities ». Elle est publiée dans Preventive Medicine 2016 Jan;82:83-91. Elle a été réalisée par le Dr Idris Guessous, médecin adjoint agrégé au Service de médecine de premier recours des HUG et conduite en collaboration avec des chercheurs américains de l'université d'Emory à Atlanta, de l'American Cancer Society, de l'Université de Lausanne, de l'Université de Genève et de l'Université Hébraïque de Jérusalem.

Pour de plus amples informations

HUG, Service de presse et relations publiques
Nicolas de Saussure +41 22 372 60 06 / +41 79 553 60 07

Les HUG : soins, enseignement et recherche de pointe

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), établissement universitaire de référence au niveau national et international, rassemblent huit hôpitaux publics genevois. Leurs centres d'excellence touchent les affections hépato-biliaires et pancréatiques, les affections cardiovasculaires, l'oncologie, la médecine de l'appareil locomoteur et du sport, la médecine de l'âge avancé, la médecine génétique et la vaccinologie. Avec leurs 10'500 collaborateurs, les HUG accueillent chaque année 60'000 patients hospitalisés et assurent 87'000 urgences, 965'000 consultations ou prises en charge ambulatoires et 26'000 interventions chirurgicales. Plus de 800 médecins, 3'000 stagiaires et 150 apprentis y effectuent leur formation. Les HUG collaborent étroitement avec la Faculté de médecine de l'Université de Genève et l'OMS à différents projets de formation et de recherche. Ils développent des partenariats avec le CHUV, l'EPFL, le CERN et d'autres acteurs de la *Health Valley* lémanique. Le budget annuel des HUG est de 1.8 milliard de francs.

Plus de renseignements sur :

- les HUG : www.hug-ge.ch – presse-hug@hcuge.ch
- Rapport d'activité, HUG en bref et Plan stratégique 2015-2020 : <http://www.hug-ge.ch/publications-hug>